

Rapport de l'OECE sur la situation économique de l'Autriche (1953)

Légende: En 1953, l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) publie un rapport sur l'évolution récente de l'économie autrichienne et pointe de nouvelles perspectives de développement.

Source: Organisation européenne de coopération économique. Situations et problèmes économiques: Autriche, Portugal, Suisse. Paris: OECE, 1953. 34 p. p. 5-6; 10-13; 14-16.

Copyright: (c) Organisation européenne de coopération économique

URL: http://www.cvce.eu/obj/rapport_de_l_oece_sur_la_situation_economique_de_l_autriche_1953-fr-451df527-6ea2-45c9-9040-02cc722609f8.html

Date de dernière mise à jour: 13/06/2014

Rapport de l'OECE sur la situation économique de l'Autriche (1953)

Autriche

I. Analyse et recommandations du quatrième rapport

1. Le Quatrième Rapport indiquait que l'économie de l'Autriche s'était remarquablement développée entre la fin de la guerre et 1951, mais que les dépenses d'investissement et de consommation ayant dépassé les disponibilités intérieures, l'accroissement de la production s'était accompagné d'une sérieuse inflation et de déficits de la balance des paiements.

2. Les mesures anti-inflationnistes adoptées au cours de l'hiver 1951-52, favorisées par la baisse des prix à l'étranger, avaient permis de rétablir la stabilité financière intérieure et d'améliorer sensiblement la balance des paiements. Cependant, la progression régulière de l'économie devait dépendre du maintien de la stabilité des prix et des coûts et d'une orientation judicieuse des capitaux vers les investissements productifs. L'adoption d'une politique de formation professionnelle et de redistribution de la main-d'œuvre semblait nécessaire. Il apparaissait cependant qu'il serait difficile d'atteindre un niveau élevé de l'emploi et d'accroître la production sans déficit extérieur.

II. Évolution récente de l'économie

Production

3. Cependant que l'économie autrichienne parvenait à éliminer l'inflation, la production, suivant une évolution analogue à celle qui se manifestait dans la plupart des pays membres, cessait de s'accroître. On estime que le produit national brut à prix constants n'a augmenté que de 0,5 % en 1952 au lieu de 20 % en 1949, de 13 % en 1950 et de 8 % en 1951. Au premier semestre de 1953, le produit national brut a été inférieur d'environ 2 % à la moyenne de 1952. Un certain fléchissement de la production industrielle a été enregistré à la fin de 1952 et la situation ne s'est pas améliorée pendant la première moitié de 1953 où l'indice de la production a été inférieur de 4 % à celui du premier semestre de 1952. C'est dans les industries de biens de consommation, notamment dans les textiles et les produits chimiques légers, que s'est d'abord manifesté ce ralentissement d'activité; ces secteurs ont amorcé une légère reprise au second semestre de 1952, mais la production est restée inférieure à celle de l'année précédente. Au contraire, la production de biens d'équipement, qui avait commencé à fléchir au second semestre de 1952, n'a donné jusqu'ici aucun signe net de reprise. La production de la plupart des matières premières a continué à augmenter bien qu'à un rythme plus lent que dans les dernières années. Dans l'industrie du bâtiment, la reconstruction d'après-guerre étant en grande partie achevée, on a enregistré en 1952 un fléchissement de 7 % et cette baisse s'est accentuée au cours du premier semestre de 1953. Toutefois, au cours des mois d'été, la reprise de la construction a dépassé le mouvement saisonnier normal.

4. La production agricole s'est accrue de près de 6 % en 1952, mais, en dépit d'investissements importants et des encouragements prodigués par le gouvernement, elle était encore inférieure à celle d'avant-guerre. Il semble que les récoltes de 1953 aient été bonnes.

[...]

III. Prévisions

17. La stabilité financière a été rétablie et les lourds déficits de la balance des paiements ont été éliminés. Le Gouvernement autrichien cherche maintenant à créer les conditions propres à permettre une reprise de l'expansion économique. Depuis que le taux de l'escompte a été abaissé, une politique relativement moins rigoureuse est suivie en matière de crédit et des mesures fiscales sont prises pour encourager l'investissement productif de l'épargne et freiner l'accroissement des liquidités. On envisage également d'appliquer de nouvelles mesures fiscales destinées à renforcer la position des petites et moyennes entreprises, qui jusqu'ici ont été moins favorisées que les industries de base par la politique du gouvernement. En outre, la récente loi

d'encouragement aux exportations prévoit une garantie fédérale plus élevée pour les crédits à l'exportation et l'augmentation du taux de remise des taxes sur le chiffre d'affaires en faveur des exportateurs.

[...]

22. Le gouvernement continuera de jouer un rôle important dans les investissements, dont le financement sera assuré en grande partie au moyen de fonds publics, y compris les fonds de contrepartie; mais on envisage aussi un accroissement progressif du financement privé, le gouvernement se consacrant plutôt à stimuler les investissements qu'à les prendre en charge lui-même. La plupart des investissements contrôlés de façon directe ou indirecte par les autorités publiques continueront d'être consacrés au développement des ressources énergétiques. Ces investissements visent à permettre des économies d'importations, à favoriser les exportations d'énergie électrique et à assurer l'achèvement des travaux en cours dans les industries de base. Cependant, les autorités autrichiennes signalent qu'à l'avenir, elles accorderont plus d'importance aux investissements privés dans les petites et moyennes entreprises, qui sont parmi les industries exportatrices les plus aptes à soutenir la concurrence étrangère.

[...]

29. Les autorités autrichiennes estiment que l'équilibre de la balance des paiements sera rétabli et maintenu vis-à-vis de toutes les zones monétaires à l'exception de la zone dollar. Pour équilibrer la balance dollar, il faudrait tripler les exportations autrichiennes à destination de cette zone et, malgré l'intensification de la campagne d'exportation, il ne semble pas qu'un tel progrès soit réalisable dans un proche avenir. Par ailleurs, on estime qu'il sera difficile de ramener les importations dollar à un chiffre inférieur aux prévisions indiquées plus haut, tant que les échanges avec les pays de l'Est et du Sud-Est de l'Europe, d'où provenaient avant la guerre 40 % des importations autrichiennes, resteront aussi faibles. C'est pourquoi, l'Autriche compte actuellement sur une aide américaine de 28 millions de dollars en 1953-54 et de 19 millions de dollars en 1954-55 pour pouvoir combler son déficit en dollars.

IV. Examen des perspectives économiques et conclusions

30. Les mesures de lutte contre l'inflation appliquées par le Gouvernement autrichien depuis près de deux ans ont facilité le rétablissement de la stabilité des prix et des salaires. Celle-ci a rendu possible, en mai 1953, l'unification des taux de change à un cours raisonnable sans que l'opération ait entraîné une reprise inquiétante de la hausse des coûts de production et des prix.

31. La stabilisation de l'économie s'est accompagnée d'un accroissement du chômage et d'une interruption de l'expansion économique obtenue au cours des années précédentes, les mesures gouvernementales de lutte contre l'inflation ayant été prises au moment même où la production et les échanges de la plupart des autres pays membres diminuaient. Mais, en jugulant l'inflation et en ajustant son taux de change, l'Autriche a créé des conditions qui doivent permettre à son économie de se développer dans un climat sain. Les exportations ont été stimulées, le marché noir des devises a été pratiquement éliminé et la production intérieure, qui réduit la dépendance de l'Autriche à l'égard des importations, est encouragée.

32. A l'heure actuelle, la tâche essentielle du gouvernement est de favoriser l'expansion de l'économie de façon que le chômage puisse être réduit et le niveau de vie relevé sans que l'inflation renaisse ou que la balance des paiements connaisse de nouvelles difficultés. Si l'on veut consolider les résultats déjà acquis pour atteindre l'équilibre des paiements extérieurs, il est indispensable que l'Autriche effectue des investissements importants destinés à améliorer la productivité dans toutes les branches de l'industrie et de l'agriculture et à perfectionner l'équipement touristique. Mais le rythme auquel il sera possible de satisfaire les besoins d'investissement peut être freiné aussi bien par le caractère limité des ressources réelles que par l'insuffisance de l'épargne disponible.

33. Même compte tenu d'un certain afflux de capitaux étrangers — aide et investissements — il paraît difficile que le volume total de l'épargne suffise à satisfaire tous les besoins d'investissement qui seront considérables pendant les prochaines années. Il faut stimuler, par tous les moyens possibles, la constitution

de l'épargne privée, qui s'accroîtra sans doute encore grâce à la consolidation de la stabilité financière intérieure. Il faudra provoquer un renversement de la tendance du secteur privé à accroître ses avoirs liquides plutôt qu'à placer ses capitaux en investissements productifs. Mais il paraît évident que pendant les prochaines années, le niveau de l'investissement continuera à dépendre dans une large mesure des possibilités de financement du secteur public.

34. Comme il sera vraisemblablement impossible de satisfaire toutes les demandes d'investissements dans le proche avenir, le gouvernement devra assurer une priorité aux projets les plus importants à brève échéance, c'est-à-dire aux investissements qui ont le plus de chance d'améliorer la productivité dans les industries qui sont directement ou indirectement exportatrices, et aux investissements qui peuvent rendre l'Autriche moins tributaire des importations. A lui seul, le maintien de la stabilité des prix pendant une longue période devrait contribuer efficacement à l'accroissement de la productivité. Mais on favoriserait encore ces progrès en complétant l'exécution du programme gouvernemental de promotion de la productivité par l'application de mesures fiscales et par la réalisation de projets tels que ceux qui sont actuellement entrepris avec l'aide des fonds accordés par les États-Unis en vertu de l'Amendement Moody.

35. L'accroissement de la productivité autrichienne dépend aussi, dans une large mesure, des progrès accomplis dans la voie d'une intégration plus poussée des marchés internationaux. Le marché intérieur est étroit et, en dépit de certaines mesures de lutte contre les cartels, la concurrence est entravée en Autriche dans les secteurs où les conditions naturelles ne permettent pas l'existence simultanée de nombreux producteurs. La libération des échanges et les autres mesures qui peuvent être prises par l'Autriche et les autres pays membres et associés pour développer la liberté des échanges internationaux devraient sensiblement stimuler le relèvement de la productivité, en ce sens qu'ils élargiraient les marchés offerts aux industries autrichiennes tout en soumettant les producteurs autrichiens à une concurrence plus serrée sur le marché intérieur. Les premières étapes dans la voie de la libération ont été franchies récemment par le Gouvernement autrichien, et on prévoit que d'autres mesures suivront en 1954. Certes, on ne peut avancer que prudemment dans cette voie, mais il semble que l'Autriche pourra faire de nouveaux progrès au cours de l'année qui vient, sans encourir de risques excessifs. Pour déterminer la cadence à laquelle l'Autriche peut persévérer dans cette voie, il faut apprécier à sa juste valeur l'important profit que l'économie autrichienne dans son ensemble tirera de l'extension de la libération.

36. L'Autriche n'a pas encore été capable de s'adapter complètement à la forte réduction du volume de ses échanges avec l'Europe orientale. De toute évidence, la perte de ces marchés la met dans une position désavantageuse, mais il sera sans doute possible de surmonter en partie cette difficulté si les exportateurs autrichiens font un effort suffisant pour orienter leurs exportations vers d'autres débouchés et surtout vers la zone U.E.P. Quant aux besoins d'importation, si les mouvements de marchandises et de capitaux se développent régulièrement entre les pays membres, l'Autriche devrait pouvoir, dans les prochaines années, suivre la tendance observée récemment dans de nombreux pays européens et reporter de plus en plus ses achats de la zone dollar sur la zone U.E.P.

37. Vis-à-vis des pays n'appartenant pas à la zone dollar, le Gouvernement autrichien prévoit que sa balance des paiements sera satisfaisante en 1954 et 1955, un équilibre approximatif étant atteint avec la zone U.E.P. comme avec les autres pays non dollar. Dans ses relations avec l'ensemble du monde, l'Autriche espère réaliser l'équilibre de ses paiements à condition qu'elle bénéficie d'une aide américaine, même réduite. Il est fort possible que les prévisions de balance des paiements faites par les autorités autrichiennes soient quelque peu pessimistes, du moins quant aux recettes d'exportation; il peut arriver, en particulier, que dans l'avenir immédiat l'évolution des prix à l'exportation soit moins défavorable que prévu. Mais les importations, elles aussi, ont peut-être été évaluées à un niveau trop faible et il y a quelque raison de supposer que si la production augmente autant qu'on le pense, des importations supérieures aux prévisions actuelles seront nécessaires.